



---

Conseil de sécurité  
Débat ouvert

**"Coopération multilatérale dans l'intérêt d'un ordre mondial plus juste,  
plus démocratique et plus durable".**

New York, le 16 juillet 2024

Déclaration de la Suisse, lue par S.E. Ignazio Cassis  
Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse

---

Monsieur le Président, Excellences, chères et chers collègues,

Un ordre mondial plus juste, plus démocratique et plus durable est un ordre qui place la liberté en son cœur.

Or, l'histoire nous montre qu'il n'existe aucune liberté absolue. Si la liberté est essentielle pour vivre en société, elle n'est assurée que lorsque celle-ci est protégée par des règles. Des règles de principe, des règles de droit.

Il y a plus de 75 ans, en adoptant la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, nous avons tiré les leçons de l'histoire de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, notamment des deux guerres mondiales.

Ces normes universelles ont permis de bâtir un monde dans lequel la force du droit devait finir par s'imposer sur le droit de la force.

Et c'est en particulier l'interdiction du recours à la force – un vrai changement de paradigme en droit international, alors que le monde croyait auparavant à l'idée de la « guerre juste » - qui a été placée au centre de notre Charte.

Depuis l'adoption de la Charte, Nous, peuples des Nations Unies avons bâti pierres après pierres les fondations de nos engagements universels ;

et nous avons essayé – ensemble – de construire un monde meilleur : moins de pauvreté, des épidémies désamorçées, une assistance humanitaire pour celles et ceux qui en ont besoin.

Beaucoup d'entre nous ont baigné dans un optimisme nourri par l'esprit du « plus jamais ça ».

A la chute du mur de Berlin, nous avons cru que les idéaux basés sur les principes de la Charte allaient définitivement s'imposer.

Or, force est de constater que nous n'avons pas réussi à maintenir le cap.

Notre optimisme s'est heurté au mur impitoyable du réalisme.

Et pourtant, nous savions que l'Histoire n'est pas linéaire et que l'être humain a cette fâcheuse tendance à répéter les mêmes erreurs.

Le protectionnisme, le nationalisme, symptômes de ce malaise global, illustrent un gigantesque manque de confiance entre les humains.

Les guerres, la pauvreté, la désinformation et des visions géopolitiques difficilement conciliables gagnent du terrain dans le monde entier.

Ainsi, l'Ukraine est dévastée par une agression militaire depuis plus de deux ans, en violation flagrante de la Charte. Depuis plus d'un an, le Soudan est à nouveau en proie à une guerre civile. Et 75 ans d'engagement multilatéral n'ont pas encore apporté la paix au Proche-Orient.

Oui, le multilatéralisme est mal en point. Si les Nations Unies nous semblent aujourd'hui trop faibles, c'est parce qu'elles reflètent la trop faible volonté de tous les États membres d'obéir à la loi du devoir qu'ils se sont volontairement imposée.

Nous devons retrouver l'élan qui a fait le ciment de notre communauté.

Monsieur le Président,

En mai 2023, ici même, j'ai présidé un débat sur le rôle de la confiance entre les états. La confiance est un élément clé pour que ce Conseil puisse accomplir son mandat. Pour renforcer la confiance, nous devons rechercher davantage le dialogue, surtout en cas de divisions. Rechercher et créer le dialogue exige parfois de la créativité et de la prise de risque.

En organisant, il y a un mois, une conférence internationale sur la paix en Ukraine, notre objectif était précisément d'établir la confiance à travers le dialogue. En Suisse, pendant deux jours, une centaine de délégations ont échangé sur les chemins possibles vers la paix. Nous n'étions de loin pas tous d'accord sur les chemins vers la paix, mais nous nous sommes efforcés d'établir une base de confiance pour progresser.

Et nous offrons des lieux de dialogue pour d'autres discussions, comme actuellement sur le Soudan sous l'égide de l'ONU à Genève ou auparavant dans le contexte du Yémen.

La Suisse, pays dépositaire des conventions de Genève, est prête à prendre ses responsabilités pour un ordre mondial basé sur le droit humanitaire. Alors que nous commémorons le mois prochain (le 12 août) les 75 ans des Conventions à Genève – et j'espère d'ailleurs vous accueillir en Suisse pour cette commémoration importante - il est grand temps de réaffirmer la validité universelle du droit international humanitaire.

Fin octobre (du 28 au 31), la Suisse accueillera la 34e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève. Avec comme devise « gérer l'incertitude – renforcer l'humanité », l'objectif de cette conférence est d'améliorer la réponse humanitaire à travers un dialogue efficace.

Face à l'augmentation des guerres, face à l'usage systématique de la violence, nous avons besoin de croire au respect du droit international humanitaire.

Si la confiance peut être créée par le dialogue, elle peut l'être également par un changement de perspective. Comme médecin de formation, je crois en la diplomatie scientifique. Je suis persuadé que la science peut contribuer à renforcer notre travail. Une approche fondée sur des faits scientifiquement établis renforce la confiance mutuelle. Elle offre la possibilité d'anticiper les risques et les opportunités pour la paix. Lors de notre présidence du Conseil en octobre, nous allons proposer une réunion sur le potentiel de la diplomatie scientifique.

Chères et chers collègues,

A nous, membres de ce Conseil, d'être à la hauteur de la responsabilité qui nous a été donnée – que ce soit par l'Assemblée générale ou par l'histoire de notre humanité commune.

Je vous remercie.

---

*UNOFFICIAL TRANSLATION*

Mr President, Excellencies, dear colleagues,

A more just, more democratic and more sustainable world order is one that places freedom at its heart.

History shows us that there is no such thing as absolute freedom. While freedom is essential for living in society, it is only guaranteed when it is protected by rules. Rules of principle, rules of law.

More than 75 years ago, when we adopted the United Nations Charter and the Universal Declaration of Human Rights, we learned the lessons of the history of the first half of the 20<sup>th</sup> century, particularly the two world wars.

These universal standards made it possible to build a world in which the force of law would eventually prevail over the law of force.

And it is in particular the prohibition of the use of force - a real paradigm shift in international law, when the world previously believed in the idea of the 'just war' - that was placed at the heart of our Charter.

Since the adoption of the Charter, We the Peoples of the United Nations have built stone by stone the foundations of our universal commitments; and we have tried - together - to build a better world: less poverty, controlled epidemics, humanitarian assistance for those in need.

Many of us were bathed in an optimism fuelled by the spirit of 'never again'.

When the Berlin Wall came down, we believed that the ideals based on the principles of the Charter would take hold once and for all.

But we have not been able to stay the course.

Our optimism clashed against the merciless wall of realism.

And yet we knew that history is not linear and that human beings have this unfortunate tendency to repeat the same mistakes.

Protectionism and nationalism, symptoms of this global malaise, illustrate a gigantic lack of trust between humans.

Wars, poverty, misinformation and geopolitical visions that are difficult to reconcile are gaining ground all over the world.

Ukraine, for example, has been devastated by military aggression for over two years, in flagrant violation of the Charter. For more than a year, Sudan has again been in the grip of civil war. And 75 years of multilateral engagement have yet to bring peace to the Middle East.

Yes, multilateralism is ailing. If the United Nations seem too weak to us today, it is because it reflects too little willingness on the part of all the Member States to obey the law of duty that they have voluntarily imposed on themselves.

We must regain the momentum that has held our community together.

Mr President,

In May 2023, in this very place, I chaired a debate on the role of trust between states. Trust is a key element if this Council is to fulfil its mandate. To build trust, we need to seek more dialogue, especially where there are divisions. Seeking and creating dialogue sometimes requires creativity and risk-taking.

When we organised an international conference on peace in Ukraine a month ago, our aim was precisely to build trust through dialogue. In Switzerland, for two days, around a hundred delegations discussed possible paths to peace. By no means did we all agree on the paths to peace, but we tried to establish a basis of trust on which to move forward.

And we are providing a forum for further discussions, such as the one currently taking place on Sudan under the aegis of the UN in Geneva, or the one that took place earlier in the context of Yemen.

As the depositary of the Geneva Conventions, Switzerland is ready to shoulder its responsibilities for a world order based on humanitarian law. As we commemorate the 75th anniversary of the Geneva Conventions next month (12 August) - and I hope to welcome you to Switzerland for this important commemoration - it is high time to reaffirm the universal validity of international humanitarian law.

At the end of October (from 28 to 31), Switzerland will host the 34th International Conference of the Red Cross and Red Crescent in Geneva. Under the motto 'managing uncertainty - strengthening humanity', the aim of this conference is to improve humanitarian response through effective dialogue.

Faced with an increase in wars and the systematic use of violence, we need to believe in respect for international humanitarian law.

While trust can be created through dialogue, it can also be created through a change of perspective. As a doctor by training, I believe in scientific diplomacy. I am convinced that science can help strengthen our work. An approach based on scientifically established facts strengthens mutual trust. It makes it possible to anticipate the risks and opportunities for peace. During our Presidency of the Council in October, we will be proposing a meeting on the potential of science diplomacy.

Dear Colleagues,

It is up to us, the members of this Council, to live up to the responsibility we have been given - whether by the General Assembly or by the history of our common humanity.

Thank you.